

EDITO

15 jours désastreux pour le sport... un début ?

Un an après l'annonce des Jeux olympiques et paralympiques de Paris en 2024, la douche est froide. Le monde du sport est déstabilisé depuis plusieurs mois, inquiet à cause de la diminution importante des fonds du Centre National de Développement du Sport, notamment ceux destinés aux projets associatifs, un débat sur la gouvernance qui remet en question un modèle français du sport reposant notamment sur une place importante de l'Etat, la création d'une agence dont peu de gens perçoivent à la fois les contours et le rôle et enfin la disparition pure et simple annoncée du CNDS en fin d'année.

Et puis tout s'est accéléré durant ces 15 derniers jours avec un départ inattendu de la Ministre Laura Flessel sur fond de raisons personnelles... Puis la nomination d'une nouvelle ministre Roxana Maracineanu, déjà marquée par l'annonce du gouvernement de la suppression de 1600 postes de cadres techniques.

Ce dispositif unique au monde de placement d'agents de l'Etat sur des missions de Directeur techniques nationaux (DTN), adjoints (DTNa), Conseillers techniques sportifs, entraîneurs est donc menacé, voire en cours de disparition. Ces agents sont en charge de formation, de conseil, de management, d'expertise, d'expérimentation, d'innovation et de recherche. L'unanimité des réactions témoigne de l'émotion provoquée par cette annonce. Ce sont donc des moyens importants qui seront retirés aux fédérations sportives, avec des impacts différents suivant leur nombre. Mais c'est aussi la présence de ces cadres d'Etat qui garantissent la déclinaison dans les fédérations, des politiques publiques du sport. Que deviendront les 1600 agents concernés ? Comment cette aide au milieu fédéral sera-elle compensée par l'Etat ? Une nouvelle compétence pour les collectivités, avec quelle compensation ? Quel avenir pour les missions de ces agents ? Et plus radicalement, quid de notre Ministère des sports ?

Aujourd'hui la mobilisation s'organise à l'appel de fédérations, de sportifs, de parlementaires. L'UFOLEP prendra toute sa place pour contester ces annonces et faire en sorte que la place de l'Etat perdure au service de politiques publiques ambitieuses et garantes de l'équité et de l'accès du plus grand nombre.

Arnaud JEAN, Président National